http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article72

Mémoire : Ce que Décembre 95 a changé

- Mémoire du mouvement social - Mouvement social de 1995 -

Publication date: samedi 22 octobre 2011

Copyright © Universite Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Il y a dix ans ce mois-ci, la France était paralysée par le mouvement de grève le plus massif enregistré depuis Mai 68. Mais il s'agissait de bien davantage que d'une simple cessation de travail. Le mouvement a été empreint d'une forte dimension politique, symbolique et sociale, et ce n'est pas un hasard si dès les semaines suivantes, on parlait déjà de « Décembre 95 ».

Le 15 novembre 1995, en pénétrant dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, le premier ministre RPR Alain Juppé va au devant de son destin. Le « plan de réforme » qu'il doit présenter aux députés est une attaque de grande ampleur contre la Sécurité sociale. En 1993, le Premier ministre Édouard Balladur s'était attaqué au régime de retraite des travailleurs du secteur privé. Ceux-ci devraient désormais cotiser 40 années au lieu de 37,5, ce qui revient mécaniquement à abaisser le niveau des pensions, et donc à ouvrir un marché de l'assurance-vieillesse pour les compagnies privées. L'étalage dans le temps des attaques contre le public et le privé constitue le point nodal de la stratégie gouvernementale. Deux ans après que la réforme des retraites du privé soit passée sans grande opposition, l'opinion publique va trouver parfaitement logique celle du public.

Évidemment, le plan Juppé du 15 novembre a été précédé de quelques semaines de « dialogue social » de bon aloi, dans les coulisses desquelles les directions des cinq confédérations représentatives (CGT, FO, CFDT, CFTC, CGC), se sont livrées une guerre d'influence dont l'enjeu était la répartition des sièges dans les organismes paritaires de la Sécu. On a assisté à un bien étrange ballet dont les combines resteront nimbées de mystère. Ainsi le 10 novembre, Jacques Chirac reçoit à l'Élysée Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, mais aussi Marc Blondel, secrétaire général de FO, curieusement flanqué de deux éminences du Parti des travailleurs (trotskiste), Pierre Lambert et Alexandre Hébert… Par la suite Blondel signifiera avec un air entendu que le président lui avait donné « des garanties » sur la réforme à venir. Quelles garanties ? La suite montrera qu'en tout cas, ces fins stratèges s'étaient fait roulés dans la farine [1]…

Mais ces combines bureaucratiques ont pour toile de fond un climat idéologique particulier. En 1995, l'adhésion à l'idéologie libérale est, dans la société française, fortement consensuelle. Les années 80 ont été celles du grand lavage des cerveaux : les mots « travailleur » ou « classe ouvrière » ont été complètement bannis du langage, le PS s'est totalement rallié au culte du marché, le contrepoids (même factice) que constituait l'URSS, s'est effondrée. Et effectivement, quand le « plan Juppé » est présenté à l'Assemblée, Juppé rayonne. Le PS l'approuve en silence. Le PCF lui s'est enfermé, depuis quelques mois dans une stratégie qu'il qualifie d'« opposition constructive », un gadget estampillé Robert Hue, qui signifie globalement que la direction communiste ne veut pas s'opposer frontalement au gouvernement. Quant aux médias – à l'exception de L'Humanité – ils sont unanimes. Libération s'autorisera même un titre de une qui restera dans les annales : « Juppé l'audace » [2].

Alain Juppé aurait pourtant dû se méfier des nuages qui s'accumulaient depuis plusieurs semaines… Ainsi le 10 octobre avait vu le succès d'une journée d'action des fonctionnaires contre le gel de leurs salaires, et dans l'unité syndicale s'il vous plaît, pour la première fois depuis presque vingt ans. Le 25 octobre, les cheminots avaient cessé le travail 24 heures pour protester contre la fermeture de plusieurs milliers de kilomètres de voie ferrée, et le taux de participation avait été très élevé. Enfin, depuis octobre, un puissant mouvement étudiant paralysait les campus pour réclamer davantage de moyens, et le ministre François Bayrou n'en venait pas à bout.

Cinq semaines plus tard

Après la journée d'action interprofessionnelle du 24 novembre, les grèves ont rapidement pris en ampleur, paralysant le pays. Quatre semaines à battre le pavé, à tenir des piquets de grève, à se retrouver autour des braseros, à se

Copyright © Universite Populaire de Toulouse

redécouvrir une force collective : les travailleur(se)s croisent les bras, et le pays s'arrête. Quatre semaines de rebondissements, de négociations syndicales en coulisses, de violences parfois aussi… Le secteur public aura été le plus touché, avec les cheminots pour fer de lance. Le privé sera peu touché, mais la popularité des grèves, le soutien majoritaire qu'elles trouvent dans la population lance une idée qui fera florès : celle de la « grève par procuration » : les fonctionnaires ne se battent pas que pour eux, mais pour tous et toutes ! Et oui cette lutte concerne tout le monde, il s'agit bien d'une question de société. Dans ce mouvement, chacun savoure une parcelle de revanche sur la morgue des classes dirigeantes, des politiciens, du patronat, des éditorialistes qui, l'écume aux lèvres, fulminent contre les « privilégiés » qui osent les défier.

Mais passons ces quatre semaines qui font l'objet d'une chronologie dans les pages suivantes. Les grandes grèves n'auront pas été une parenthèse, refermée en janvier 1996. Avec dix ans de recul, nous pouvons mesurer en quoi Décembre 95 fut un point de départ.

1. Le retour en grâce du syndicalisme traditionnel

Décembre 95 a redoré l'image du syndicalisme dans l'opinion publique, et a mis un terme à l'érosion des effectifs, patente depuis la fin des années 70. La « resyndicalisation » de ces dix dernières années, même si elle est fragile, débute en 1996.

Et pourtant… Comme n'ont cessé de le dénoncer les franges radicales du mouvement (Cf. interview pages suivantes), les bureaucraties syndicales ont « organisé l'inaction ». Les grévistes lucides de mai-juin 2003 souriraient en relisant l'article du Monde du 6 décembre 1995, relatant le 45e congrès de la CGT : « Une moitié des intervenants ont plaidé en faveur de la grève générale, certains jugeant que l'absence de mots d'ordre clairs rend « floue », « ambiguë » la position de la CGT. La grève générale « est la seule voie pour créer un rapport de force pour faire reculer le gouvernement » a estimé un cheminot. « Le congrès doit montrer la détermination de la CGT à aller jusqu'au bout » a-t-il expliqué. » Mais, paradoxe alors que la lutte des classes revient en force, ce 45e congrès CGT sera celui des premiers glissements vers le recentrage, et de grève générale il ne sera pas question.

À aucun moment Louis Viannet (CGT), Marc Blondel (FO) ou Michel Deschamps (FSU) n'ont cherché à étendre le mouvement, à le durcir ou à le prolonger. Pour eux, le souci principal a toujours, avant le retrait total du plan Juppé, était de paraître en phase avec le mouvement. Le voyant monter comme une vague indépendante de leur volonté, ils l'ont accompagné de bonne grâce, jusqu'à son épuisement. Pour le salarié peu averti, CGT, FO et FSU ont « fait leur boulot » et s'en sont sortis avec une bonne image.

De ce point de vue, Décembre 95 constitue un pallier entre les grèves de 1986 et celles de 2003. En 1986, les bureaucraties syndicales divisées, essoufflées, discréditées, avaient été complètement débordées par l'irruption des coordinations de grévistes à la SNCF ou chez les infirmières. En 1995, elles ne contrôlent pas davantage le mouvement, mais en assument sans coup férir la représentation, en fixant avec succès le calendrier des « temps forts ». En 2003 enfin, hormis chez les indomptables enseignants, les confédérations garderont la maîtrise complète de la situation, fixeront « temps forts » et « temps morts », jusqu'à l'enterrement de la lutte.

Décembre 95 met en lumière une attitude désormais classique des bureaucraties syndicales : aligner sa politique, au gré des événements, sur ce qui semble le plus acceptable pour ne pas perdre sa crédibilité auprès des salarié(e)s. Seule la bureaucratie CFDT aura désormais régulièrement le « courage », salué par les médias, de mépriser avec superbe l'opinion de sa base.

2. Le renouvellement de la critique des médias

Copyright © Universite Populaire de Toulouse

Ainsi pendant plusieurs semaines, la télévision ne va cesser de dénoncer les grèves, déployant toute l'arsenal du bourrage de crânes qui sera mainte fois réutilisé. D'abord le vocabulaire pour désigner lié à la grève et aux grévistes : « corporatisme », « immobilisme », « archaïsme », « galère », « prise d'otage », « grogne », « tempérament latin », « typiquement français », « privilégiés »… jamais la presse pourrie n'aura été aussi inventive. Ensuite les manipulations de l'information : statistiques, « experts », interviews d'usagers désespérés, de petits commerçants dépités, de petits patrons en colère… « On n'avait pas vu une telle galère depuis Mai 68 », susurre un soir Patrick Poivre d'Arvor au JT de TF1, avant d'inviter Jean-Marie Le Pen à venir donner son avis [3]… alors que le mouvement social a justement eu pour effet de clouer le bec à une extrême droite, qui jusque là avait le vent en poupe !

Ce déferlement de haine, non seulement sera impuissant à démoraliser le mouvement, mais créera de surcroît une culture de défiance des médias, dans laquelle bientôt fleuriront les critiques de Pierre Bourdieu et Serge Halimi. Le livre de ce dernier, Les Nouveaux Chiens de garde, publié en 1997, aura à cet égard un rôle fondateur, et sera le prélude au succès de PLPL et des films de Pierre Carles.

Plus largement, Décembre 95 va provoquer un réveil des intellectuels de gauche qui, le 5 décembre, lancent une pétition de soutien aux grévistes et se démarquent des intellectuels de marché (BHL, Finkelkraut, Julliard…) alignés derrière Nicole Notat, à défaut de s'aligner directement derrière Juppé.

3. L'explosion du syndicalisme alternatif

Depuis le recentrage de la CFDT en 1978, la direction confédérale n'avait pas hésité à exclure les syndicats combatifs. Certains avaient tenté de maintenir une activité syndicale autonome [4] avec plus ou moins de bonheur. En 1995, il en subsiste trois : le SNPIT à Air Inter [5], CRC dans la Santé et SUD aux PTT. C'est incontestablement SUD-PTT qui a acquis le plus de notoriété. D'une part en devenant incontournable dans l'entreprise : aux élections professionnelles d'octobre 1995, avec 27 % des voix, SUD est devenue la deuxième organisation syndicale à France Télécom derrière la CGT. D'autre part c'est « l'originalité » de SUD qui a attiré l'attention, avec une orientation résolument unitaire, interprofessionnelle, et en s'impliquant dans les luttes « hors de l'entreprise », notamment le féminisme, l'antiracisme, le droit au logement, et Agir contre le chômage (AC !), né en 1994.

Pendant des années, l'exemple de SUD-PTT a « travaillé » les militant(e)s de la gauche CFDT et au-delà, fatigué(e)s des guerres internes contre la direction Notat. « La perspective SUD était un peu comme un rêve, un désir non réalisé, ou bien une bravade, une menace lancée à la figure des bureaucrates », expliquera plus tard Patrice Spadoni, un des fondateurs du syndicat [6]. La trahison flagrante des plus grandes grèves depuis Mai 68 va vaincre bien des réticences, et permettre la rupture. Dès janvier 1996, le premier syndicat SUD-Cheminots est constitué dans un des bastions de la grève, Paris-Sud-Est. Dans un certain nombre d'entreprises publiques mais aussi privées, des sections CFDT passent à SUD.

Décembre 95 a également porté au pinacle la Fédération syndicale unitaire (FSU), née en 1993 d'une exclusion massive de la Fédération de l'Éducation nationale. La FSU se piquera quelque temps d'appartenir à la galaxie du « syndicalisme alternatif » alors en formation mais, après sa trahison dès 1996 de la lutte des maîtres-auxiliaires, ne fera guère illusion en ce domaine. Dernier sigle surgi de Décembre 95 : la CNT. L'organisation anarcho-syndicaliste a été particulièrement active dans le mouvement étudiant, et participe aux manifestations de salarié(e)s en attirant beaucoup de monde dans ses cortèges. Elle échoue cependant à s'implanter dans les secteurs les plus combatifs du mouvement (cheminots, hospitaliers, électriciens) ou à se développer durablement là où elle a des relais (postiers). Pendant quelques années encore, sa composition va rester en bonne partie étudiante.

4. Un nouveau cycle de luttes

Copyright © Universite Populaire de Toulouse

Les grandes grèves de Décembre 95 vont donc accoucher d'une reconfiguration du mouvement social qui, avec l'émergence des sigles FSU, SUD et CNT, donne une visibilité concrète au pôle syndical alternatif. Mais elles vont surtout nourrir un imaginaire qui va dynamiser les mouvements sociaux et contestataires des années suivantes. L'esprit du « Tous ensemble » plane ainsi sur la lutte des sans-papiers qui éclate au printemps 1996, et qui va bénéficier de l'appui décisif de la CGT et de SUD. Mais on peut en dire autant des réquisitions opérées par le Droit au logement (DAL) à cette époque, des Marches européennes contre le chômage de 1997, ou de la lutte des chômeurs de l'hiver 1997-98.

Lors de son congrès de juin 1995 près de Rouen, Alternative libertaire, analysant cette montée des solidarités déjà sensible avant Décembre 95, avait adopté une orientation de « Front social de l'égalité et de la solidarité », lançant l'idée d'une plate-forme revendicative des acteurs du mouvement social les plus offensifs, pour rendre lisible un pôle d'alternative anticapitaliste, en dehors des institutions républicaines. Alternative libertaire cerne alors les contours de ce qu'elle nomme la « gauche de la rue ».

5. La remise en selle de la gauche institutionnelle

Cette distinction d'une « gauche de la rue », opposable à la « gauche institutionnelle », n'est pas superflue. Car Décembre 95 n'a pas dynamisé que les mouvements sociaux. Elle a aussi redonné de l'appétit au Parti socialiste qui, bien qu'ayant approuvé le plan Juppé, peut à présent espérer revenir aux affaires. Ainsi va la vie en régime de « démocratie » délégative, où l'on nous invite à voter non sur des projets, mais pour des individus et des partis interchangeables dont l'alternance est devenue, de plus en plus, dénuée de sens…

En avril 1996, un grand meeting à Bercy constitue donc l'acte de naissance de la « Gauche plurielle », en rassemblant Jospin (PS), Hue (PCF), Voynet (Verts), Chevènement (MDC), Baylet (MRG), et même Krivine (LCR) [7]. Singulier bouillon de culture, quand on y repense ! Certes, la désillusion fatale de 1981 est encore dans toutes les têtes, mais dans les mouvements sociaux, les militants du PCF, des Verts et de la LCR travaillent à faire croire qu'un gouvernement « à gauche vraiment » constitue un « formidable espoir »… Et ça marche ! Après Bercy, la perspective d'une nouvelle union de la gauche va peser fortement sur les esprits.

En novembre 1996, les « états généraux du mouvement social » préfigureront un peu ce que seront les « Forums sociaux » des années 2000 : beaucoup de constats, mais aucune perspective politique ni projet de société. Une fois de plus, les mouvements sociaux, par défaut, se mettront à la remorque d'un projet politique qui leur est extérieur, qui leur échappe, et qui invariablement, va les trahir. Le « souffle » de Décembre 95 s'estompera peu à peu dans les premiers mois de l'arrivée au pouvoir de la Gauche plurielle, sans pour autant refermer le cycle de luttes ouvert par ces grèves historiques. Mais c'est une autre histoire…

Guillaume Davranche (AL Paris-Sud)

[1] Nicole Notat s'en sera mieux tirée. Le 16 juillet 1996, bénéficiant d'un changement d'alliance du patronat, la CFDT prendra la présidence de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), au détriment de FO, qui occupait le siège depuis 1967.

[2] Quand la popularité des grèves sera devenue évidente, Libération s'empressera de retourner sa veste. Il faudra attendre sept ans pour revoir un titre aussi sublime en une de Libé. Ce sera en mai 2002 : « Raffarin, enfin ! »

[3] Bernar, Vu à la télé, hors-série Charlie Hebdo, 1999.

Copyright © Universite Populaire de Toulouse

[4] Il y aura ainsi le Syndicat autogestionnaire des travailleurs (SAT), issu de la section CFDT-PTT de Lyon-Gare entre 1978 et 1985, ou encore le Syndicat de lutte des travailleurs (SLT) à Usinor-Dunkerque en 1980 qui, avec 1 000 adhérent(e)s, était avant son exclusion la plus grosse section CFDT du pays !

[5] Le Syndicat national du personnel inter-transports-tourisme (SNPIT) exclu en 1985 de la CFDT pour sa ligne dure, était animé entre autres par des militants de l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL, incorporée en 1991 dans Alternative libertaire). Quelques mois après Décembre 95, le SNPIT allait former, avec d'autres organisations syndicales, SUD-Aérien.

[6] Article sur les dix ans de SUD-PTT dans Alternative libertaire, mars 1999.

[7] Quelques mois plus tard, le XIIIe congrès de la LCR marquait un tournant institutionnel historique en faisant de la politique électorale non plus une question tactique, mais désormais « stratégique » pour elle. À l'époque la tendance Révolution ! (gauche) estimait que la LCR était en train de « changer de nature ».

Copyright © Universite Populaire de Toulouse